

Le massala politique indien

par Dominique Bergevin

Analyste des risques politiques – Exportation et développement Canada (EDC)

Depuis dix ans, le Canada aborde le marché indien de différentes manières. Dans les années 1990, époque où le gouvernement indien a commencé sa campagne en faveur de la libéralisation de l'économie, le Canada a ouvert les yeux sur le potentiel commercial de ce marché et envisagé des stratégies pour que les Canadiens en profitent. Cependant, cet enthousiasme a vite tourné au désenchantement quand, en mai 1998, New Delhi a procédé à cinq essais nucléaires qui ont exacerbé les tensions indo-pakistanaïses. Comme beaucoup d'autres pays occidentaux, le Canada a alors pris ses distances avec l'Inde politiquement et commercialement.

Il a fallu attendre 2003 pour que le Canada commence à s'engager de nouveau sérieusement. En octobre 2003, le premier ministre Jean Chrétien s'est ainsi rendu en visite officielle en Inde pour marquer ce regain d'intérêt. Aujourd'hui, Exportation et développement Canada (EDC) et le gouvernement canadien considèrent l'Inde comme un marché émergent stratégique clé, au même titre que le Brésil, la Chine et la Russie. Ils cherchent d'ailleurs à vraiment encourager le commerce et l'investissement canadiens vers ces pays. Les exportateurs et les investisseurs canadiens seront donc, pendant quelque temps, amenés à s'intéresser de près à l'Inde par le biais d'initiatives prises par le gouvernement et par EDC. Il y a, en effet, de bonnes raisons de s'intéresser sérieusement à ce marché en tant qu'acteur commercial d'envergure internationale, mais il est important aussi de connaître le paysage politique indien, étant donné son influence sur le climat des affaires.

Dans l'article suivant, le Service d'évaluation des risques politiques (PRAD) d'EDC présente une évaluation de l'Inde. L'analyse est divisée en six parties dans une large mesure autonomes – 1) [Fondements politiques](#), 2) [Situation politique actuelle](#), 3) [Gouvernance et viabilité](#), 4) [Politiques économiques](#), 5) [Climat de l'investissement](#) et 6) [Disparités entre les États](#). L'article est conçu de manière à ce que le lecteur puisse se contenter de lire l'analyse résumée, présentée en un paragraphe en caractères gras au début de chaque section, ou aller directement à la section correspondant au thème qui l'intéresse. L'article dans son ensemble présente un tableau détaillé du paysage socio-politique indien et du climat de l'investissement local, l'objectif étant d'aider les entreprises qui souhaitent élargir leurs horizons vers le sous-continent à prendre des décisions commerciales éclairées.

Fondements politiques

Depuis l'indépendance, l'Inde est le théâtre de violences importantes, résultat de divisions ethniques et religieuses, mais aussi d'inégalités économiques et sociales. L'histoire indienne est entachée d'actes de violence communautaire sporadiques, qu'il s'agisse de l'extrémisme sikh, des violences entre hindous et musulmans, de mouvements indépendantistes, de rébellion contre la pauvreté ou d'agitation de caste. Malgré cette discorde, l'Inde a pu maintenir une démocratie et a constitué un réseau d'institutions solidement ancrées qui permet à la plupart des groupes d'intérêt dans ce pays divers d'être représentés dans la sphère politique. Aujourd'hui, l'Inde peut se vanter d'être la plus grande démocratie du monde et elle ambitionne de jouer un rôle clé à l'avenir dans la vie politique mondiale. La nécessité de collaborer avec un large éventail de groupes d'intérêt et la volonté de jouer un rôle important sur la scène internationale pourraient décourager les gouvernements indiens d'adopter une attitude rigide sur des questions qui risquent d'entraîner des violences politiques.

L'Inde, ancienne colonie britannique, a accédé à l'indépendance en 1947 après une longue lutte menée dans une large mesure de manière non violente (le mouvement Quit India dirigé par le Mahatma Gandhi). Après l'indépendance, l'Inde britannique a été séparée en deux pays. Les provinces à population majoritairement musulmane ont été cédées à la nouvelle République islamique du Pakistan (dont une partie est devenue le Bangladesh, en 1971), tandis que les États majoritairement hindous ont formé l'Inde actuelle. La séparation du pays telle qu'elle s'est passée a été largement acceptée par les musulmans comme par les hindous, à l'exception des États princiers du Junagadh, de l'Hyderabad et du Cachemire. L'Inde a rattaché les deux premiers à l'Union indienne par la force, malgré la volonté des deux dirigeants musulmans concernés de rejoindre le Pakistan. New Delhi répondait, cependant, au vœu de la majorité hindoue locale et voulait éviter une confusion géographique. Toutefois, dans le cas du Cachemire (situé à la frontière avec le Pakistan), l'Inde a autorisé le maharadja, de religion hindoue, à choisir l'Union indienne, malgré une population majoritairement musulmane. Cette décision est à l'origine de trois guerres¹, d'insurrections frontalières prolongées, d'une course aux armements nucléaires entre les deux voisins d'Asie du Sud et de relations bilatérales empreintes d'amertume. En outre, le conflit au Cachemire s'est transformé en question d'identité nationale fondamentale, ce qui en rend le règlement d'autant plus difficile. Bien que les deux pays soient actuellement engagés dans un processus de paix et qu'ils aient mis en œuvre une série de mesures de confiance, les positions polarisées de part et d'autre sur quelques questions, dont celle du Cachemire, jettent une ombre sur les perspectives de règlement pacifique.

Par ailleurs, la division du sous-continent à l'indépendance telle qu'elle s'est faite a eu pour résultat que quelques États indiens du Nord-Est sont séparés physiquement du reste de l'Union par le Bangladesh (anciennement, Pakistan oriental) (voir annexe 1 – Carte de l'Inde). Les Indiens de ces États, coincés entre le Bangladesh et la Birmanie, se sentent dans une large mesure négligés par le gouvernement central indien. Des tentations séparatistes ont donc vu le jour et, aujourd'hui, bon nombre de groupes insurgés incohérents se disputent le pouvoir en recourant à la violence et au terrorisme.

Jawaharlal Nehru, du Congrès national indien (INC), a été le premier chef de gouvernement indien élu après l'indépendance. Parmi ses premiers accomplissements, il a promulgué une constitution proclamant l'Inde « république souveraine, socialiste et démocratique ». Nehru a dirigé le pays jusqu'à son décès, en 1964, c'est-à-dire pendant les 17 ans qui ont suivi l'indépendance. En 1966, la fille de Nehru, Indira Gandhi, a repris les rênes, devenant à son tour premier ministre. Elle a fait modifier la constitution pour affirmer la laïcité de l'État indien.

Dans les années 1960 est apparu un mouvement terroriste animé par les motivations socialistes de la population pauvre et sans droits des castes inférieures indiennes. Aujourd'hui, le groupe – connu généralement sous le nom de *naxalite* – poursuit sa lutte pour l'égalité et pour une société sans castes en usant de terrorisme et d'extorsions pour arriver à ses fins. Le groupe est présent dans tout le centre de l'Inde². Beaucoup des États touchés répondent à la violence des naxalites par des offensives militaires brutales critiquées par les défenseurs des droits de la personne. Dans quelques États, les gouvernements ont entamé des pourparlers de paix avec des factions du groupe. Cependant, étant donné la fragmentation du mouvement, on ne peut s'attendre à un règlement global.

¹ La première guerre indo-pakistanaise s'est terminée en 1948 par la partition du Cachemire le long de la Ligne de contrôle. (Les deux pays se sont affrontés deux autres fois, en 1965 et en 1971). La région la plus sensible politiquement – la vallée du Cachemire, majoritairement musulman, où l'on parle le kashméri – a été placée sous administration indienne, avec le Jammu majoritairement hindou et le Ladakh à prédominance bouddhiste. Deux autres régions de l'ancien État princier, toutes deux entièrement musulmanes, se sont retrouvées sous administration pakistanaise. (Des régions largement inhabitées de l'État ont été cédées à la Chine en 1962, après une guerre sino-indienne.)

² Le mouvement est surtout actif dans le Nord du Bengale-Occidental (d'où il est originaire), le Jharkhand, le Chhattisgarh, le Madhya Pradesh, le Maharashtra oriental, le Nord de l'Andhra Pradesh, l'Orissa occidental, le Bihar et certaines parties du Tamil Nadu.

En 1975, un large mécontentement à l'égard des politiques gouvernementales a conduit à des troubles civils généralisés qui ont poussé Indira Gandhi à déclarer l'état d'urgence. Au cours des 19 mois suivants, les droits civils ont été suspendus et de nombreux détracteurs du gouvernement ont été emprisonnés. Les mesures adoptées par Indira Gandhi étaient très impopulaires et, aux élections de 1977, l'INC a été battu pour la première fois depuis l'indépendance par le Parti Janata, amalgame de cinq partis d'opposition.

Indira Gandhi est revenue au pouvoir en 1980, à la tête d'un Parti du Congrès fragmenté, et elle est restée premier ministre jusqu'à son assassinat par un garde du corps sikh, en 1984. Son assassinat faisait suite à un soulèvement sikh qui couvait depuis longtemps et à l'assaut donné par les forces armées indiennes contre le lieu le plus saint des sikhs, le Temple d'Or d'Amritsar, au Panjab. Le fils d'Indira Gandhi, Rajiv, a été élu en 1984 avec une majorité historique. Il est resté premier ministre jusqu'en 1989, année où des accusations de corruption ont entraîné la chute de son gouvernement.

En 1989, le Janata Dal, union de partis d'opposition, a délogé l'INC du pouvoir. C'est ainsi que le Parti Bharatiya Janata (BJP) a joué pour la première fois un rôle important au gouvernement en apportant un appui extérieur crucial à la coalition de gouvernement. Cependant, cette vague coalition n'a pas tenu et les alliances qui ont suivi, non plus. Aux élections de juin 1991, l'INC a remporté 213 sièges au Parlement (sur un total de 545) et formé une coalition conduite par le premier ministre Narasimha Rao. Plus tôt dans l'année, ce dernier avait remplacé à la tête de l'INC Rajiv Gandhi, assassiné au Tamil Nadu en pleine campagne électorale. Il aurait été tué par des insurgés sri-lankais opposés à l'ingérence de militaires indiens dans la guerre civile au Sri Lanka.

Malgré un gouvernement marqué par la corruption, le premier ministre Rao a réussi à gérer les défis d'une coalition, ce qui lui a permis d'imprimer au pays une nouvelle orientation économique. Les détails de ce changement suivent plus loin dans le présent article (voir à Réformes économiques). Il faut retenir, cependant, qu'en 1991, l'Inde a amorcé le passage d'une économie fermée dominée par le gouvernement central à une économie mixte ouverte et décentralisée.

De 1996 à 1999, il y a eu une période d'instabilité marquée par l'ascension et la chute d'une série de coalitions fragiles. À l'automne 1999, l'Alliance démocratique nationale (NDA) conduite par le BJP a remporté les élections générales. Avant ce scrutin, le BJP était avant tout un parti régional qui n'avait de réel soutien que dans une poignée d'États fortement hindous. Cependant, il a réussi à séduire des éléments des castes inférieures et des tribus et à faire jouer le sentiment nationaliste hindou pour élargir son électorat dans les castes supérieures traditionnelles urbaines. L'idéologie du parti repose sur le *hindutva*, autrement dit, la conviction que l'hindouisme est une partie essentielle de la culture et de la vie politique indiennes.

Parallèlement à la popularité accrue du BJP nationaliste hindou tout au long des années 1990, des violences hindou-musulmanes se sont multipliées. Ce type de violence, qui influe le plus sur la vie politique indienne, est un sujet de préoccupation pour l'avenir, en raison de la présence de 138 millions de musulmans en Inde et de 450 millions dans le sous-continent. Un conflit ponctué de violences sporadiques depuis dix ans, autour d'un site religieux que réclament hindous et musulmans à Ayodhya, dans l'Uttar Pradesh, est à noter. En 1992, les nationalistes hindous ont détruit la mosquée qui s'y trouvait, provoquant une semaine de violences communautaires auxquelles ont fait écho d'autres violences au Pakistan et ailleurs dans le monde musulman.

En 2002, des violences ont encore éclaté au sujet d'Ayodhya. Fin février, un train de militants hindous rentrant de cette ville aurait été attaqué et incendié par une foule de musulmans alors qu'il quittait une petite gare dans l'État du Gujarat. Des attaques ont été lancées presque aussitôt en représailles contre les musulmans et se sont poursuivies pratiquement sur toute l'année. Les émeutes ont fait près de 2 000 morts et 110 000 personnes ont dû être déplacées. Nombre de

groupes de défense des droits de la personne ont accusé le gouvernement de l'État, aux mains du Parti Bharatiya Janata (BJP), d'inciter à la violence contre les musulmans.

Au niveau fédéral, comme le BJP avait besoin de l'appui de ses 23 partenaires de coalition disparates, il a dû tenir un discours plus modéré tout au long de son mandat pour survivre. Le premier ministre Atal Behari Vajpayee a réussi à trouver le parfait équilibre pour satisfaire le spectre idéologique au sein de la NDA, ce qui a permis au gouvernement de tenir toute la durée de son mandat et d'enregistrer des succès notables, y compris des taux de croissance élevés, des progrès dans les réformes économiques et l'ouverture de pourparlers de paix avec le Pakistan.

L'Inde est un pays divers que les investisseurs potentiels ne sauraient donc considérer comme une entité unique. Investir dans une région du pays peut présenter des risques complètement différents de ceux rencontrés ailleurs en Inde. Beaucoup des risques de violence politique susmentionnés sont régionaux et il est donc possible, en les comprenant bien, de les atténuer. Cela dit, les relations tendues entre l'Inde et le Pakistan et le programme politique nationaliste hindou du BJP pourraient être porteurs de violences politiques plus générales. Cependant, les gouvernements indiens pourraient être découragés d'adopter une position rigide sur l'une ou l'autre de ces questions, car ils doivent préserver l'unité de partis politiques disparates au sein d'une coalition et souhaitent jouer un rôle important à l'échelle internationale.

Situation politique actuelle

Les élections générales se sont soldées par la défaite surprise du BJP. Les raisons de ce revers méritent d'être notées, car elles permettent de mieux comprendre la situation politique actuelle en Inde. L'issue des élections indiennes ne tient pas seulement à une campagne bien menée, loin s'en faut.

En mai 2004, convaincu que l'électorat récompenserait les réalisations du gouvernement et certain de la réélection de la NDA, le premier ministre Atal Vajpayee, du BJP, a déclenché des élections anticipées. Contrairement à toutes les projections et à la surprise de beaucoup, l'INC et ses alliés de l'Alliance progressiste unie (UPA) a obtenu le plus grand nombre de sièges. Avec le soutien crucial du front de la gauche, qui a enregistré ses meilleurs résultats, l'UPA a formé le nouveau gouvernement.

Les facteurs qui ont conduit à la défaite du BJP ont été complètement ignorés par le parti pendant la campagne et ne sont devenus évidents qu'une fois les résultats du scrutin annoncés. Il est important d'en prendre note, car ils sont révélateurs du nouveau paysage politique indien.

- ☞ Tout d'abord, le BJP a sous-estimé la capacité de l'opposition de former une coalition. Étant donné que la scène politique indienne compte maintenant plus de 50 partis qui reflètent la diversité inhérente à un pays de plus d'un milliard d'habitants, il est devenu essentiel que les deux partis dominants, l'INC et le BJP, forment des coalitions. Comme l'INC a toujours dirigé le pays en tant que parti majoritaire unique au parlement, le BJP ne l'a pas cru capable de rassembler une alliance solide. Or, contrairement aux attentes, Sonia Gandhi – veuve de Rajiv Gandhi et actuellement à la tête de l'INC – a réussi à former une coalition assez solide pour déloger la NDA du pouvoir.
- ☞ Ensuite, la scène politique fragmentée a également changé la façon dont sont menées les campagnes électorales. Le discours que tient un parti doit désormais séduire les divers intérêts réunis dans sa coalition. La décision d'Atal Vajpayee d'adopter une rhétorique modérée par rapport à l'*hindutva* pour apaiser certains partis membres de la NDA était à double tranchant. Elle lui a permis de maintenir l'unité de la coalition tout au long de son mandat, mais elle a peut-être éloigné les principaux soutiens du BJP, les nationalistes hindous purs et durs. Depuis sa défaite, les membres du BJP se sont réunis afin d'évaluer la possibilité d'adhérer à une ligne plus dure pour plaire à leur électorat traditionnel. Ce choix est d'autant plus probable que le modéré Vajpayee n'est plus au premier plan et qu'il a été

remplacé par un tenant de la ligne dure, L. K. Advani (arrêté en 1992 pour son implication directe dans les événements d'Ayodhya). Les violences communautaires risquent donc de faire de plus en plus partie du paysage indien dans les années à venir.

- ☞ Enfin et surtout, dans sa campagne électorale, le BJP s'est aliéné le segment le plus nombreux de l'électorat indien, les pauvres des zones rurales. Le parti a parcouru le pays pour promouvoir sa candidature sous la bannière de « l'Inde rayonnante » supposée refléter les succès économiques de ces dernières années. Cependant, les pauvres des zones rurales se sentaient exclus, car ils ne bénéficient toujours pas des retombées des taux de croissance élevés et de la libéralisation économique. Pendant ce temps, le programme socialiste de l'INC a séduit les masses. Comme 70 % environ de la population indienne est rurale, ne pas accorder d'attention à cet électorat crucial équivaut à un suicide électoral. Dorénavant, les décisions stratégiques seront prises en pensant à l'électorat rural.

Ces trois facteurs – politique de coalition, éléments du nationalisme hindou et importance de la population rurale pauvre indienne – seront au cœur des élections indiennes dans un proche avenir. Il est aussi à noter, par ailleurs, que des facteurs échappant au contrôle des partis, comme la pluie (étant donné son incidence directe sur la population rurale indienne) et le mécontentement à l'égard du gouvernement influent beaucoup sur le choix de l'électorat.

Gouvernance et viabilité

Le pays est géré actuellement par une équipe compétente et expérimentée de technocrates néolibéraux, mais leurs décisions politiques sont influencées par les partis communistes et régionaux, qui attendent des concessions contre leur soutien. Même si ce sont les communistes qui perturbent le plus la gouvernance, il est peu probable qu'ils fassent tomber le gouvernement, car leurs intérêts sont mieux servis dans leur position actuelle d'appuis extérieurs essentiels à la coalition au pouvoir. Quant aux partis régionaux, ce sont eux qui menacent le plus la viabilité, étant donné leur opportunisme. Bien des partis régionaux sont prêts à s'allier au BJP du moment que cela sert leurs propres intérêts. Leur loyauté est donc loin d'être garantie. Le plus probable est que la coalition au pouvoir ira jusqu'au bout de son mandat de cinq ans. Cependant, les élections dans les États risquent de faire chuter prématurément le gouvernement, car les partenaires fédéraux seront des opposants dans ces campagnes.

L'équipe gouvernementale

Bien qu'elle ait battu la NDA au scrutin de mai 2004, l'UPA n'avait pas de majorité parlementaire et elle a donc dû se démener après les élections pour réunir le soutien d'autres partis. Le front de la gauche (composée des quatre partis communistes indiens), a offert au gouvernement un appui « extérieur » crucial qui sera renouvelé question par question.

La participation de la gauche à la formulation des politiques a inquiété les investisseurs, qui craignaient de voir le gouvernement de gauche mettre fin au programme de réforme économique du pays voire revenir dessus. Cependant, une fois le gouvernement formé, les milieux d'affaires se sont peu à peu convaincus que les personnes choisies assureraient la continuité du programme de libéralisation économique de l'Inde.

Sonia Gandhi, chef de l'INC, a mené l'UPA à la victoire, mais ses origines étrangères (italienne de naissance) se sont révélées être trop controversées pour qu'elle puisse assumer en toute tranquillité les fonctions de premier ministre. Cela dit, elle reste influente sur la scène politique à la présidence du Conseil consultatif national (NAC) et continue d'être le pilier politique, ciment de la coalition. Pour le rôle de premier ministre, elle a nommé **Manmohan Singh**, technocrate respecté à la réputation d'homme honnête et intègre. Manmohan Singh a été ministre des Finances de 1991 à 1996 et, donc, bras droit du premier ministre Rao pendant les changements de politique économique importants amorcés à l'époque. Il a lui-même choisi comme ministre des Finances **Palaniappan Chidambaram**, avocat diplômé de Harvard connu pour avoir réussi à réduire les formalités administratives et pour avoir soutenu les réformes favorables au marché

quand il a occupé les mêmes fonctions, de 1996 à 1998. Enfin, **Montek Singh Ahluwalia**, éminent économiste, a été nommé au poste de vice-président de la Commission de planification, organisme public très en vue, chargé de la planification économique stratégique. Montek Singh Ahluwalia faisait également partie du ministère des Finances sous la direction de Manmohan Singh et il a ensuite travaillé au Fonds monétaire international (FMI).

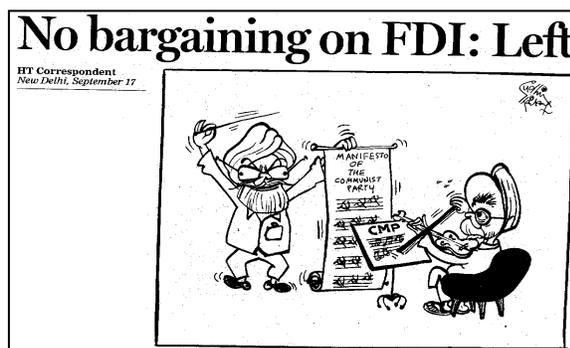
Bien que la présence de ces trois personnes au gouvernement garantisse probablement que le programme de réforme économique amorcé dans les années 1990 se poursuivra, l'influence des partenaires de coalition et des sympathisants politiques les limitera dans leur capacité de faire passer leurs idées. De fait, pour que le gouvernement de Manmohan Singh survive, il faut, dans une large mesure, que les différents intérêts qui composent la coalition (15 partis plus l'appui « extérieur » de quatre partis) réussissent à s'entendre sur les décisions stratégiques.

Pour améliorer les chances de voir la coalition au pouvoir tenir jusqu'au bout de son mandat et pour que le gouvernement puisse gouverner, l'INC a négocié un ensemble de priorités avec les partenaires de coalition et les sympathisants politiques après avoir formé son gouvernement. Les fruits de ces négociations ont été publiés dans le Programme minimum commun (PMC) du gouvernement qui doit guider ce dernier dans l'élaboration des politiques et le choix des priorités. Malgré ce début cohérent, la lune de miel du gouvernement a été de courte durée, car les divers groupes d'intérêt au sein de la coalition n'ont pas tardé à jouer des coudes pour s'assurer que leurs propres intérêts sont servis.

L'influence communiste

Le front de la gauche profite de sa position stratégique de soutien extérieur au gouvernement pour critiquer ouvertement toutes les décisions de politique qui ne correspondent pas à l'idéologie communiste ou qui n'entrent pas dans les paramètres du PMC. On a donc l'impression que le front de la gauche empêchera le gouvernement d'avancer dans la réforme économique et qu'il pourrait provoquer sa chute. Deux exemples récents très médiatisés montrent à quel point les communistes influent sur les décisions de politique et empêchent le gouvernement de suivre sa propre orientation stratégique :

- ☞ Le premier exemple concerne la place des investisseurs étrangers dans l'économie indienne. Dans la première grande annonce politique de l'UPA, le ministre des Finances Panchajanya Chidambaram a présenté un budget très bien équilibré qui plaisait à l'électorat rural tout en mettant l'accent sur l'investissement. Sur ce second plan, le ministre proposait de relever le plafond de l'investissement direct étranger (IDE) dans les secteurs clés. Ainsi, dans le secteur des télécommunications, on passerait de 49 % à 74 %, dans le secteur aéronautique, de 40 % à 49 %, et dans le secteur des assurances, de 26 % à 49 %. Mais l'idée déplaisait aux communistes, qui ont réussi à bloquer l'adoption de la proposition.



- ☞ Le deuxième exemple concerne la participation de conseillers étrangers à la Commission de planification. Montek Singh Ahluwalia a créé dans le cadre de la Commission de planification 19 comités consultatifs pour lesquels il a engagé des consultants étrangers (de la Banque mondiale et d'autres groupes de consultants étrangers). Les communistes se sont farouchement opposés à la présence de ces conseillers étrangers, au point que le gouvernement a fini par décider de dissoudre complètement les comités consultatifs et, donc, de renvoyer les experts étrangers, mais aussi quantité d'analystes indiens.

Il est déconcertant de voir les communistes semer une telle pagaille au palier fédéral, mais si l'on regarde ce qui se passe au Bengale-Occidental, État que les communistes dirigent depuis plus de 25 ans, on comprend mieux l'idéologie du front de la gauche indienne en pratique et on voit que son influence ne nuit pas forcément au climat des affaires.

Le premier ministre du Bengale-Occidental, Buddhadeb Bhattacharjee, a adopté une approche pragmatique du communisme. Son administration comprend les avantages des privatisations sur le plan de l'efficacité et l'intérêt qu'il y a à attirer des investissements sur le plan de l'emploi. Afin d'attirer l'investissement intérieur et étranger, l'État a créé des zones économiques spéciales où les investisseurs peuvent monter leurs installations sans problèmes et bénéficier d'avantages spéciaux, notamment des allègements fiscaux et des exemptions à la législation du travail (par ex., les travailleurs renoncent au droit de grève). Les produits étrangers, des voitures à l'électronique, remportent beaucoup de succès dans la capitale, Kolkata (Calcuta), ce qui démontre l'existence d'une culture de consommation qui va au-delà de la préférence traditionnelle pour les produits « fabriqués en Inde ». En ce qui concerne l'aménagement des infrastructures au Bengale-Occidental, les entreprises étrangères sont très présentes dans les partenariats entre secteurs public et privé en partie financés par des institutions financières multilatérales telles que la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement. L'éducation et les soins de santé ont été en partie privatisés, ce qui fait qu'il existe un système à deux vitesses, les plus riches s'adressant au système privé, tandis que les pauvres essaient d'accéder au système public, qui continue de percevoir des frais de scolarité.

Il est donc curieux de voir le front de la gauche s'opposer au palier fédéral à des politiques similaires à celles appliquées au Bengale-Occidental. Le problème est que les subtilités de son opposition au palier fédéral ne sont pas claires ou pas bien comprises. Le front de la gauche ne cherchait pas nécessairement à limiter tout relèvement du plafond de l'investissement étranger, mais à insister pour que l'on se montre plus sélectif. Sans être opposé à l'idée de chercher conseil auprès d'experts étrangers tels que ceux de la Banque mondiale ou de la Banque asiatique de développement, le front de la gauche n'est pas favorable à leur inclusion directe dans l'administration publique.

Une fois que l'on comprend l'approche pragmatique des communistes au Bengale-Occidental, on comprend mieux les motivations du front de la gauche au palier fédéral. Toute la discorde et l'agitation peuvent être interprétées comme faisant partie du rôle que joue ce dernier à la demande de son électorat, pour garantir l'application du PMC tout en représentant les valeurs de ses électeurs. Il y a peu de chances que, mis au pied du mur, les communistes fassent tomber le gouvernement actuel, car ils se trouvent dans une position très enviable que de nouvelles élections n'amélioreraient probablement pas.

Influence des partis régionaux

La présence de partis régionaux au palier fédéral est un phénomène assez récent dans la vie politique indienne, et les conséquences en sont considérables. En théorie, ils ont été formés pour que ceux qui sont sous-représentés sur la scène politique puissent s'exprimer (comme les Dalits et les castes inférieures), mais en pratique, la corruption et des politiciens mal intentionnés ont, dans une certaine mesure, dévié de cette cause. Certains partis régionaux utilisent leur influence au palier fédéral pour obliger le gouvernement à appliquer des politiques telles que celle des quotas pour la représentation des castes dans les entreprises publiques et privées, d'autres cherchent à obtenir pour leurs États des affectations financières plus importantes à utiliser à leur propre discrétion. La loyauté des partis régionaux envers la coalition n'est égale qu'à leur désir d'en retirer des avantages pour leur seul électorat ou, dans certains cas, de servir les intérêts personnels de leur dirigeant. Ils représentent donc un risque pour la viabilité du gouvernement actuel.

Étant donné leur opportunisme, bon nombre de partis régionaux sont prêts à s'allier avec le BJP ou l'INC, du moment que c'est dans leur intérêt. Il est rassurant, toutefois, que pas un seul parti

régional ne puisse faire tomber à lui seul le gouvernement. Cependant, si deux ou trois partis régionaux retirent leur soutien à l'UPA, le gouvernement pourrait tomber.

Perspectives

Tant que le premier ministre Manmohan Singh et son gouvernement se concentrent sur la réalisation des priorités énoncées dans le PMS, la coalition au pouvoir a de bonnes chances d'aller au bout de son mandat. Cependant, elle ne gouvernera pas sans obstacles. Les élections dans les États, où les partenaires de la coalition fédérale s'affronteront, seront le principal facteur déstabilisant.

Bien que le nouveau paysage politique indien soit marqué par des coalitions et des partis régionaux, le double rôle que doivent jouer les politiques souvent appelés à faire campagne pour leur parti au palier fédéral et dans les États, sera difficile. Il se peut qu'ils aient du mal à coopérer avec les membres de la coalition dans l'examen de décisions de politique au palier fédéral, tout en s'affrontant dans les élections à l'intérieur des États. Il y a donc constamment un risque que des élections controversées dans les États fassent chuter le gouvernement fédéral.

Politiques économiques

De 1991 à nos jours, les gouvernements successifs ont changé l'orientation de la politique économique indienne, qui est passée d'une économie centralisée, fermée et dominée par l'État à une économie mixte ouverte et relativement décentralisée. Cette orientation politique ne devrait pas changer malgré l'influence communiste sur le gouvernement aujourd'hui. Cependant, les réformes économiques devraient ne plus viser à enrichir seulement une petite partie de la population, mais à assurer que les masses profitent des retombées de la libéralisation. Ce changement amènera probablement à laisser de côté pendant un moment des réformes économiques amorcées par les gouvernements précédents. En se concentrant sur une redistribution plus large des richesses, des problèmes socio-économiques importants pourraient être évités.

Jusqu'en 1991, les politiques économiques de l'INC n'étaient pas ouvertes sur l'extérieur. Le gouvernement cherchait à remplacer les importations plutôt que d'encourager à exporter, il rejetait les capitaux étrangers et réglementait lourdement le secteur privé. Au fil des ans, les rouages du secteur public se sont de plus en plus grippés. La corruption sévissait dans une atmosphère où seuls des pots-de-vin distribués à droite, à gauche facilitaient les rapports avec le secteur public.

Un petit marché privé intérieur se débattait pour exister. En application de la Résolution de politique industrielle adoptée par le gouvernement en 1956, 17 industries allant de l'exploitation minière à la fabrication étaient réservées au secteur public. Le gouvernement estimait que ces 17 secteurs revêtaient une importance stratégique et qu'ils devaient donc rester aux mains de l'État. À quelques exceptions près, la plupart des entreprises privées ne pouvaient y travailler.

La Loi de développement et de réglementation des industries de 1951 a d'autant plus nui au secteur privé qu'elle obligeait les entrepreneurs à obtenir des permis pour pratiquement tout ce qu'ils voulaient accomplir, de l'installation d'une nouvelle unité à la nouvelle formulation d'un produit, en passant par l'agrandissement d'une usine. L'administration hypertrophiée qui approuvait ces permis étant inefficace, les entrepreneurs, exaspérés, étaient confrontés à de longs délais d'attente et à des coûts insupportables. Leur modèle de gestion comprenait souvent l'ouverture de bureaux à New Delhi pour régler les questions administratives. Le coût de cet environnement dans lequel évoluaient les entreprises était encore alourdi par les maintes occasions de corruption qui jalonnaient le parcours vers l'obtention des permis. Les entreprises peu éthiques étaient récompensées par un traitement plus rapide de leur dossier et par de meilleures perspectives d'approbation.

Comme nous l'expliquions dans l'histoire politique, le gouvernement Rao a joué un rôle déterminant dans l'évolution des politiques économiques indiennes en amorçant des réformes qui ont permis de libéraliser l'économie. L'impulsion n'en était pas nécessairement idéologique. En fait, il s'agissait de réagir à une crise économique qui avait ramené les réserves en devises du pays à deux semaines d'importations. Résultat des réformes économiques amorcées par Narasimha Rao et le ministre des Finances Manmohan Singh (actuel premier ministre), le monde a commencé à s'éveiller au potentiel du marché indien. Voici en quoi consistaient, notamment, ces réformes :

- L'assouplissement considérable des conditions d'obtention des permis;
- L'ouverture de plusieurs industries à l'investissement privé et étranger;
- Un programme de privatisation;
- Une réduction lente mais continue des tarifs à l'importation;
- La libéralisation économique des comptes courants et des comptes de capital;
- Une décentralisation accrue.

Les gouvernements suivants sont allés plus loin dans ces réformes économiques, ce qui a permis à l'Inde d'enregistrer des taux de croissance impressionnants, année après année, et de reconstituer ses réserves en devises. Ainsi, en 2004, elles correspondaient à environ 12 mois d'importations, ce qui est très confortable³. Malgré près de 15 ans de libéralisation, il reste encore beaucoup à faire avant que l'économie nationale soit pleinement ouverte. On pourrait s'attendre à une poursuite de la libéralisation sous la direction de Manmohan Singh, architecte du programme de réforme économique, mais en réalité, il devra subir l'influence des divers partenaires de coalition et des communistes. Cela dit, il est très peu probable que la gauche cherche à inverser les efforts de libéralisation déployés depuis une décennie. En fait, elle veillera à ce que les réformes économiques aient un « visage humain », comme le déclare le PMC du gouvernement.

Il faut comprendre par « visage humain » un programme de réforme économique qui garantisse une distribution plus équilibrée des retombées de l'activité économique à un éventail de population plus large. Les 15 dernières années de libéralisation ont favorisé le développement des entreprises et des industries en Inde (principalement dans les centres urbains), mais la qualité de vie de quelque 600 millions d'agriculteurs et de travailleurs agricoles indiens ne s'est pas améliorée dans le même temps.

Résultat de cet oubli d'un segment important de la société par le gouvernement, des millions d'agriculteurs affamés et endettés n'ont eu que deux choix indésirables : se suicider ou migrer vers les villes. Le gouvernement actuel a en tête le taux de suicide élevé chez les agriculteurs et le taux de migration urbaine insoutenable, et ses réformes économiques viseront donc en partie à essayer de remédier à ces problèmes pressants. Cette évolution des priorités ralentira peut-être la libéralisation, mais il est essentiel que le capital humain du pays soit bien préparé à une présence accrue de l'Inde sur le marché mondial. Sans cela, des problèmes socio-économiques considérables risquent d'éclipser les perspectives commerciales créées par la libéralisation.

Pour l'instant, la croissance indienne n'a profité qu'à une petite partie d'une immense population. Plus de la moitié de cette croissance est due au secteur des services, qui se résume, dans une large mesure, à des services de TI fondés sur le savoir, comme le secteur de l'externalisation, dont il est davantage question dans la section *Climat de l'investissement*. Il est à noter que le type d'emplois créés dans ce secteur sont des emplois hautement qualifiés et à forte productivité, c'est-à-dire correspondant au segment de population instruit. Il ne crée pas d'emplois pour les masses des zones rurales du pays. Beaucoup d'agriculteurs abandonnent donc leur terre à la recherche de possibilités dans les villes, où bon nombre rejoignent une population urbaine pauvre dans des bidonvilles délabrés. Parallèlement, les Indiens plus privilégiés construisent de somptueuses propriétés, roulent à bord de belles voitures et profitent généralement de la culture de consommation apparue en Inde ces dernières années. Dans toute grande ville indienne, cette disparité est omniprésente, et Mumbai en est l'exemple le plus évident.

³ Prévisions du Service d'analyse et de prévision économique (EAFD) d'EDC.

Pour l'instant, ces inégalités flagrantes sont tolérées. Contrairement à ce qui se passe en Amérique latine, où il existe aussi des problèmes d'inégalité, en Inde, les riches et la classe moyenne ne dressent pas de palissades autour de leur propriété et ne se déplacent pas en voiture blindée, pas encore. Les particularités culturelles de l'Inde en matière de religion et de castes empêchent l'explosion de problèmes socio-économiques qui apparaissent généralement dans une société où les écarts de revenus sont importants dans la population (par ex.. crimes imputables à la pauvreté – agressions, vols, enlèvements avec demande de rançon, etc.). Il est probable, cependant, que cette tolérance ne dure pas. Il faut donc absolument investir dans l'agriculture et dans le secteur manufacturier afin de créer des emplois pour les Indiens qui n'ont pas vu les fruits de la réussite économique de la dernière décennie.

On s'attend à de véritables réformes économiques « à visage humain » sous le gouvernement actuel. Dans certains cas, les réformes pourraient, en fait, se révéler être plus importantes que celles réalisées sous la direction d'Atal Vajpayee. Manmohan Singh et son équipe économique sont des technocrates rigoureux au bagage économique solide, et ils bénéficient de l'appui d'une équipe politique avisée. Des réformes controversées seront reléguées au second plan sous l'influence de la gauche, mais un programme de réforme sélectif devrait être présenté et mis en œuvre. Le gouvernement précédent d'Atal Vajpayee, dont l'idéologie économique était très favorable aux entreprises et conforme au modèle capitaliste néolibéral, manquait parfois du savoir-faire politique nécessaire pour faire appliquer des lois importantes.

Les investisseurs inquiets peuvent se rassurer, le programme de réforme économique indien n'est pas abandonné sous prétexte que la coalition au pouvoir penche à gauche. De plus, le gouvernement, qui entend redistribuer davantage les richesses, aligne l'Inde sur un modèle de croissance durable. Pour les investisseurs intéressés par ce marché à long terme, l'Inde sera un meilleur endroit où investir, un endroit plus sûr aussi, avec un programme de réforme économique à « visage humain ».

Climat de l'investissement

La libéralisation économique entamée il y a une dizaine d'années a attiré en Inde une foule d'investisseurs étrangers. Cependant, beaucoup ont essuyé des pertes importantes. Entre-temps, la Chine – pays comparable à bien des égards – a dépassé l'Inde en niveau d'IDE entrant qu'elle a réussi à attirer. Parmi les principaux obstacles que rencontrent les entreprises en Inde, citons les vestiges culturels et institutionnels du modèle économique de l'après-indépendance marqué par l'autosuffisance, une corruption omniprésente, des politiques imprévisibles et le manque d'investissement dans les infrastructures. La situation devrait s'améliorer dans certains domaines, mais la corruption et le caractère imprévisible des politiques ne disparaîtront probablement pas de sitôt. Malgré ces défis, le secteur indien des TI montre des possibilités d'expansion dans le climat de l'investissement actuel.

Devant la libéralisation des 15 dernières années, de nombreux investisseurs – indiens et étrangers – se sont précipités pour profiter du potentiel du marché. Quantité d'entreprises internationales sont attirées par l'ampleur même d'un marché de la consommation sous-développé. Cependant, tout au long des années 1990, bien des investisseurs étrangers ont essuyé beaucoup de déconvenues et de lourdes pertes, malgré la libéralisation économique du marché. Ainsi, l'investissement d'Enron dans le secteur indien de l'énergie dans l'État du Maharashtra – Projet Dabhol – a fait l'objet d'un long débat juridique et de différends politiques importants qui ont entraîné son échec. Après une accumulation de déconvenues, Bell Canada International a renoncé à sa stratégie indienne et absorbé les pertes subies, alors qu'elle avait consacré beaucoup de temps et d'argent à négocier avec l'administration indienne.

L'Inde accuse beaucoup de retard sur la Chine des 10 dernières années en ce qui concerne l'IDE. En 2002, l'IDE en Chine avoisinait les 53 milliards de dollars (environ 8 % des flux

mondiaux de l'IDE), alors qu'en Inde, il atteignait tout juste 3 milliards de dollars (environ 0,5 % des flux mondiaux de l'IDE)⁴.

Les facteurs suivants sont largement à blâmer pour les mauvaises expériences de certains investisseurs. Ils expliquent aussi l'incapacité dans laquelle se trouve l'Inde d'attirer autant d'IDE que la Chine depuis quelques années.

☞ Héritage du protectionniste

La popularité du Mahatma Gandhi lui a survécu, tout comme son idéologie économique (*voir annexe 2, Publicité moderne vantant les enseignements du père de la nation*). La notion de *swadeshi*, qui renvoie à l'autosuffisance et à une nette préférence pour les produits et les services « fabriqués en Inde », était au cœur de la philosophie de Gandhi. Avant 1991, les gouvernements appliquaient des politiques conformes à l'idéologie de Gandhi et, bien qu'au cours des 15 dernières années, l'orientation politique ait changé, beaucoup d'Indiens restent fidèles à ses convictions économiques. Il reste donc des vestiges culturels et institutionnels importants de l'ancienne orientation. L'héritage du protectionnisme survit malgré des politiques aspirant au contraire. Aussi bien intentionnée que soit l'idéologie de Gandhi de manière générale, ses convictions économiques tranchent avec l'idéalisme de la libéralisation et de la mondialisation.

☞ Obstacles administratifs

Comme nous l'avons vu ci-dessus, des années d'autosuffisance et de politiques économiques protectionnistes ont donné le jour à une administration hypertrophiée et inefficace. De fait, on note des améliorations, les derniers gouvernements ayant abaissé les obstacles administratifs que doivent franchir les investisseurs en créant des guichets uniques pour l'approbation des investissements. Ils ont aussi assoupli les conditions d'obtention des permis et confié différents pouvoirs aux États. Cependant, la bureaucratie indienne reste notoire et continue de décourager les investisseurs étrangers qui s'intéressent au pays.

Le rapport *Doing Business Indicators* de la Banque mondiale permet de faire une comparaison intéressante entre l'Inde et d'autres destinations populaires de l'investissement étranger parmi les marchés émergents (*voir tableau A*). Dans cette étude, la Banque mondiale a recueilli des données concernant le nombre de démarches nécessaires pour ouvrir une entreprise dans différents pays du monde, ainsi que le temps nécessaire et les frais encourus.

Tableau A⁵	Nombre de démarches	Temps (jours)	Coût (USD)
Brésil	15	152	331
Canada	2	3	127
Chine	12	46	135
Inde	10	88	239
Mexique	7	51	1110
Russie	12	29	200
Afrique du Sud	9	38	227

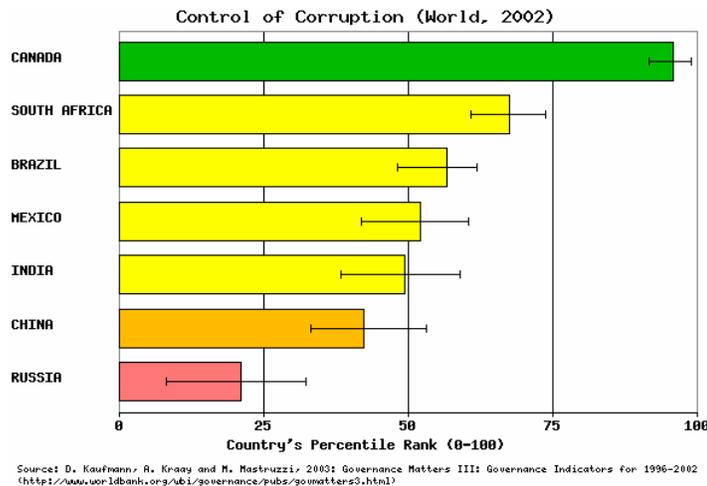
L'Inde se classe dans la moyenne pour ce qui est du nombre de démarches nécessaires pour ouvrir une entreprise (grâce aux réformes économiques de la dernière décennie), mais elle fait beaucoup moins bien en ce qui concerne le temps nécessaire et les frais encourus, ce qui démontre combien les obstacles administratifs persistent.

⁴ Source : Rapport sur l'investissement dans le monde 2003, CNUCED

⁵ Source : Doing Business in 2004, étude de la Banque mondiale.

☞ Corruption omniprésente

« La corruption et l'hypocrisie ne devraient pas être des produits inévitables de la démocratie, comme elles le sont certainement aujourd'hui. » (Mahatma Gandhi, avant l'indépendance)



Malheureusement, plus de 50 ans après l'indépendance, la corruption est de plus en plus problématique et ancrée dans de nombreuses institutions du pays (à l'exception peut-être du sommet de l'appareil judiciaire). Dans son Indice de perception de la corruption de 2004, Transparency International classe l'Inde au 90^e rang des pays les plus corrompus sur 133 examinés (comparé au 73^e rang en 2003). Le

classement de la lutte anti-corruption établi par la Banque mondiale (voir graphique) montre que l'Inde maîtrise moins ce phénomène que le Mexique et le Brésil, mais plus que la Chine et la Russie. Il ressort d'une enquête menée en 2002 par Transparency International que la moitié des Indiens versent des pots-de-vin à des fonctionnaires.

Traduction des sources du graphique ci-dessus :

[Lutte contre la corruption (Banque mondiale, 2002) - Canada, Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Inde, Chine, Russie – Rang-centile(8-188) – Source : D. Kaufmann, A. Kraay et M. Matruzzi, 2003 : Governance Matters III : Governance Indicators for 1996-2002 (<http://www.worldbank.org/wbi/governance/pubs/govmatters3.html>).]

Le gouvernement de l'UPA a promis dans son PMC de faire en sorte d'être transparent et incorruptible, mais il est difficile de croire que ce sera le cas, étant donné que l'INC et certains partenaires de coalition régionaux ont déjà trempé dans des scandales de corruption et qu'une poignée de ministres de l'UPA ont déjà montré qu'ils pouvaient se laisser corrompre.

Des sources indiennes (entreprises et chambres de commerce) s'entendent généralement pour dire que la situation s'améliore en Inde et qu'il y a moins à verser de pots-de-vin qu'avant, mais les investisseurs étrangers exaspérés ne sont pas nécessairement d'accord. Certes, grâce aux réformes de la dernière décennie, qui comprenaient des processus d'approbation automatique des investissements ainsi que la mise en place d'une administration électronique, les occasions de corruption ne sont plus aussi fréquentes. Cependant, la culture de corruption est ancrée dans la société indienne et il faudra donc des générations avant que des changements notables interviennent.

☞ Politiques imprévisibles

Paradoxalement, la nature de la démocratie indienne constitue un des principaux obstacles à la réalisation du potentiel d'investissement étranger ainsi qu'un obstacle important pour les investisseurs qui s'aventurent sur ce marché. Si l'on considère l'éventail de partis politiques qui influent aujourd'hui sur l'élaboration des politiques en raison de leur appartenance à la coalition au pouvoir, on peut imaginer le temps qu'il faut pour négocier des politiques et les compromis qu'il faut faire. En outre, les élections représentent continuellement un risque de changement

d'orientation stratégique. De plus, dans la structure fédérale indienne, qui confère certains pouvoirs aux gouvernements des États, ce risque de politiques imprévisibles est double.

Tout au long du processus de libéralisation des 15 dernières années, différents investisseurs étrangers ont vu leurs accords d'investissement, signés par le titulaire, examinés par le gouvernement suivant. Malgré tous ses avantages, la démocratie ouvre sur une certaine imprévisibilité des politiques, surtout en Inde, où les coalitions fragiles font partie du paysage et où la méfiance à l'égard du gouvernement sortant est de règle. Les politiques imprévisibles figurent souvent parmi les raisons qu'avancent les investisseurs pour préférer investir en Chine qu'en Inde. Malgré tous leurs aspects négatifs, les régimes monopartites, comme le régime chinois, présentent l'avantage possible d'une plus grande stabilité des politiques que dans une démocratie.

☞ Infrastructure déficiente

Pour diverses raisons, le gouvernement indien n'a pas encore investi dans le développement de ses infrastructures pour aider les entreprises qui prospèrent grâce aux réformes économiques. Bon nombre d'entreprises florissantes en Inde investissent dans leur propre infrastructure pour pallier les carences du gouvernement. Ainsi, la plupart des entreprises de moyennes à larges ont leurs propres groupes électrogènes et leurs propres ressources en eau, ce qui leur assure une autonomie de plusieurs semaines, si nécessaire.

L'infrastructure des transports – routes, ports et aéroports – est la principale à dépendre largement de la volonté et de la capacité du gouvernement d'investir. À l'heure actuelle, l'infrastructure des transports est généralement en mauvais état en Inde⁶. Les améliorations devenant pressantes, le secteur privé s'associe parfois au secteur public pour arranger des routes essentielles à son fonctionnement.

Le gouvernement actuel a fait des investissements infrastructureux une de ses grandes priorités. De plus, il encourage les investisseurs indiens et étrangers à participer à divers projets d'infrastructure. L'infrastructure déficiente limite certes le potentiel économique de l'Inde, mais les perspectives d'améliorations à moyen terme sont bonnes.

Cela dit, certains investisseurs prospèrent dans la situation actuelle. Le secteur des services de TI fondés sur le savoir en est une parfaite illustration. Dès les années 1980, des entreprises locales ont compris qu'elles avaient tout intérêt à proposer à des clients internationaux des services de TI fondés sur le savoir en tirant parti d'un bassin d'ingénieurs indiens compétents (les écoles indiennes produisent tous les ans quelque 350 000 ingénieurs). Comme ces entreprises proposent des services, elles évitent dans une large mesure les goulets d'étranglement infrastructurels locaux. Elles ont pour clients des entreprises de pays développés anglophones (par ex., les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada) qui ont compris les économies à réaliser en confiant à l'Inde leurs besoins en TI (de la délégation de tâches administratives aux télécentres). Le fait que les Indiens instruits parlent anglais facilite d'autant les choses. Des entreprises étrangères commencent aussi à s'implanter dans ce secteur moyennant des rachats ou l'ouverture de leurs propres centres en Inde.

Infosys, entreprise indienne qui propose quantité de services de TI à des clients du monde entier, a été fondée en 1981 et a prospéré pendant le passage de l'Inde d'une économie fermée dominée par des entreprises d'État à l'économie mixte et ouverte qu'elle est aujourd'hui. Infosys incarne la nouvelle race d'entreprises indiennes tournées vers l'étranger. Elle a été confrontée à la plupart des obstacles décrits plus haut, mais elle a persisté et s'est adaptée aux défis de l'environnement commercial. Elle s'enorgueillit de l'éthique qu'elle applique depuis sa création.

⁶ Les véhicules commerciaux peuvent parcourir environ 250 km par jour sur les routes indiennes défoncées, comparé à 600 km en moyenne par jour dans plusieurs autres pays. Il faut jusqu'à une semaine pour décharger un porte-conteneurs dans un port indien, alors qu'à Singapour, cela demande 8 heures en moyenne (chiffres tirés du Economic and Political Weekly (EPW) Commentary du 4 septembre 2004).

Infosys affirme qu'en adhérant à des pratiques éthiques (même si les coutumes locales n'y encouragent pas), elle a évité les problèmes qui peuvent se poser de moyen à long terme quand on recourt aux pots-de-vin dans des négociations (par ex., ingérence du gouvernement). De plus, Infosys a investi dans une infrastructure parallèle pour ses installations dans toute l'Inde afin de pallier les carences des pouvoirs publics. Elle peut ainsi garantir sa fiabilité à ses clients du monde entier.

Les cinq obstacles susmentionnés sont les plus importants qui empêchent actuellement l'Inde d'attirer autant d'investissement étranger qu'elle le pourrait autrement. Cependant, il s'agit d'un tableau statique. Le message n'est pas d'ignorer complètement l'Inde à cause de ces obstacles, car des changements vont intervenir, même s'ils sont lents. Malheureusement, il est probable que la corruption persistera pour l'instant et les politiques imprévisibles qui caractérisent le système politique indien devraient continuer de l'être. Toutefois, les perspectives d'amélioration à moyen terme pour les trois autres obstacles – l'héritage du protectionnisme, les obstacles administratifs et l'infrastructure déficiente – sont, en fait, assez bonnes. La majorité de ceux qui influent sur les décisions de politique en Inde s'entendent pour dire qu'il est dans l'intérêt de tous les Indiens de faire en sorte que le pays devienne un acteur important sur le marché mondial, et ils savent que, pour cela, le pays va devoir se délester de ses bagages encombrants.

Disparités entre les États

Il est impossible de dresser un tableau global de l'Inde. Le pays compte une population diverse répartie entre 28 États et 7 territoires qui bénéficient tous de certains pouvoirs décisionnels. Avec les réformes économiques des 15 dernières années, les gouvernements des États se sont vus accorder de plus en plus de discrétion dans les processus d'approbation et de délivrance de permis pour les investissements sur leur territoire. Certains États réussissent donc à cultiver un secteur privé dynamique. On penserait, d'instinct, que le climat de l'investissement est meilleur dans les États où l'on investit beaucoup. Tel n'est cependant pas le cas. L'analyse de données objectives dans une étude menée par *India Today* révèle qu'il en va autrement (voir annexe 3). Bien des facteurs interviennent dans la capacité d'un État de favoriser un bon climat, y compris les relations de son premier ministre avec le gouvernement fédéral, le montant des affectations financières qu'il reçoit et l'intégrité des fonctionnaires quant aux habitudes de dépenses et aux comportements.

Le contexte opérationnel en Inde est compliqué par le fait qu'il s'agit d'une fédération, autrement dit, qu'une partie des pouvoirs reviennent aux États. La république fédérale se compose de 28 États, 6 territoires et le territoire de la capitale nationale (Delhi). La structure de l'exécutif et du législatif des États est, pour l'essentiel, identique à celle du gouvernement fédéral. En Inde, il est d'autant plus difficile de s'y retrouver dans le dédale du fédéralisme que s'y ajoute la diversité interrégionale.

Le gouvernement fédéral peut dissoudre les assemblées des États dans des situations d'urgence, et certains en ont abusé par le passé. Les relations entre les gouvernements des deux paliers se caractérisent par des différences d'opinions, des épreuves de force, des politiques divergentes et des négociations constantes. Ces relations antagonistes sont encore affaiblies quand les partis politiques qui dirigent l'État ne sont pas les mêmes que ceux au pouvoir à New Delhi.

De manière générale, les États jouissent d'une certaine autonomie par rapport au gouvernement fédéral, mais pas autant que les États aux États-Unis ou les provinces au Canada. D'après la Constitution indienne, le gouvernement fédéral est seul compétent pour les questions de défense, d'affaires étrangères et d'immigration. L'ordre public, la santé, l'éducation et les transports relèvent des États. Parmi les domaines où il y a chevauchement de compétences, et disputes fréquentes, citons les transferts de propriété, la justice, le droit des contrats et les relations du travail.

Dans toutes les réformes économiques de la dernière décennie, les États se sont vu accorder encore plus de discrétion en ce qui concerne les processus d'approbation et de délivrance de permis pour les investissements. Certains États ont réussi à créer un secteur privé dynamique. L'État méridional du Karnataka en est un parfait exemple. Sa capitale, Bangalore, est considérée comme la Silicon Valley de l'Inde, car y sont implantées bon nombre d'entreprises de TI fondées sur le savoir qui sont florissantes (voir plus haut). L'État explique que sa main-d'œuvre qualifiée est le moteur de son boom technologique. Ses universités produisent environ 45 000 ingénieurs et 50 000 informaticiens par an.

D'autres États indiens s'organisent également de plus en plus pour accueillir ce type d'activité. Des parcs Industriels sont construits et des organismes de promotion du commerce, créés afin de faciliter l'installation des investisseurs dans un petit nombre de régions, dont celles de Chandigarh (Punjab), Chennai (Tamil Nadu), Hyderabad (Andhra Pradesh), Kolkata (Bengale-Occidentale) et Pune (Maharashtra). Pour inciter un investisseur à choisir un État plutôt qu'un autre, les gouvernements concernés offrent des mesures d'encouragement intéressantes dans l'espoir d'emporter ainsi les emplois que créeront les entreprises en question. Cela ajoute une nouvelle dimension au choix du lieu de l'investissement en Inde. Même si le marché est tentant, plus il est « alléchant » et plus il est probable que le gouvernement, ou un gouvernement ultérieur, cherchera à revoir les conditions de l'accord d'investissement par la suite. Le risque de politiques imprévisibles, exposé en détail plus haut, est plus inquiétant quand les contrats sont négociés avec peu de revenus pour le gouvernement indien, du palier fédéral ou de l'État.

À cause du régime budgétaire indien, les véritables retombées économiques des investissements obtenus dans un État donné ne dépassent pas la création d'emplois. Les États dépendent de transferts du centre pour l'essentiel de leurs finances. Ainsi, l'impôt sur le revenu est perçu par le palier fédéral puis redistribué aux États. Le calcul des affectations est complexe, mais celles-ci sont dans une large mesure proportionnelles à la population de l'État. Par conséquent, un État comme l'Uttar Pradesh⁷, qui n'a pas réussi à instaurer un climat propice à l'investissement, pourrait bénéficier davantage des recettes fiscales accrues générées par l'industrie florissante des TI que l'État du Karnataka⁸, à qui l'élargissement de l'assiette fiscale est, en fait, bien plus attribuable. Donc, même si un État est intéressant du point de vue de l'investisseur en raison de son bassin de main-d'œuvre qualifiée et de la réceptivité de son gouvernement, il se peut qu'il se heurte quand même aux problèmes décrits en termes généraux dans la section sur l'investissement, ci-dessus, notamment en ce qui concerne l'infrastructure.

Dernièrement, *India Today* a réalisé une étude analytique dans laquelle elle évalue la performance de tous les États indiens par rapport à une série d'indicateurs, ce qui permet de déterminer la qualité de vie et de travail que chacun offre. L'étude repose sur des données objectives, pas sur des impressions. *India Today* a publié les principales conclusions de cette étude dans son numéro du 16 août 2004. Il ne s'agit certes pas d'une analyse de l'intérêt sur le plan de l'investissement, mais certains thèmes étudiés donnent une bonne idée de l'intérêt relatif d'un État par rapport à un autre. L'annexe 3 présente un résumé des classements pour quatre thèmes – marché de consommation, scénario d'investissement, budget et prospérité, et infrastructure – ainsi que des points et classements obtenus pour la performance générale.

Fait intéressant, les États du Nord et du Sud se classent en tête pour ce qui est de la performance générale. Les États occidentaux comme le Gujarat et le Maharashtra font moins bien que prévu à cause de l'existence de poches de sous-développement importantes. Le Tamil Nadu et le Karnataka ne font même pas partie des cinq premiers pour le *scénario d'investissement*, alors qu'ils se classent parmi les principaux lieux d'implantation des services de TI délocalisés en Inde. L'État nordique du Himachal Pradesh, frontalier du Jammu et Cachemire, obtient étonnamment de très bons résultats pour presque tous les indicateurs, de *l'infrastructure*, pour laquelle il se classe deuxième, au *scénario d'investissement*, où il arrive quatrième. L'État

⁷ Statistiques de l'état civil de l'Uttar Pradesh : 174 000 km²; 166,1 millions d'habitants.

⁸ Statistiques de l'état civil du Karnataka : 192 000 km²; 52,7 millions d'habitants.

nordique du Punjab obtient les meilleurs résultats d'ensemble et se classe premier dans la majorité des catégories. Cependant, il obtient d'assez mauvais résultats à l'évaluation de l'*ordre public*, de la *santé* et de l'*éducation*, ce qui inquiète pour les perspectives d'avenir. Parallèlement, l'État du Bihar se classe dernier à tous les indicateurs et affiche les plus mauvais résultats d'ensemble de toute l'Inde.

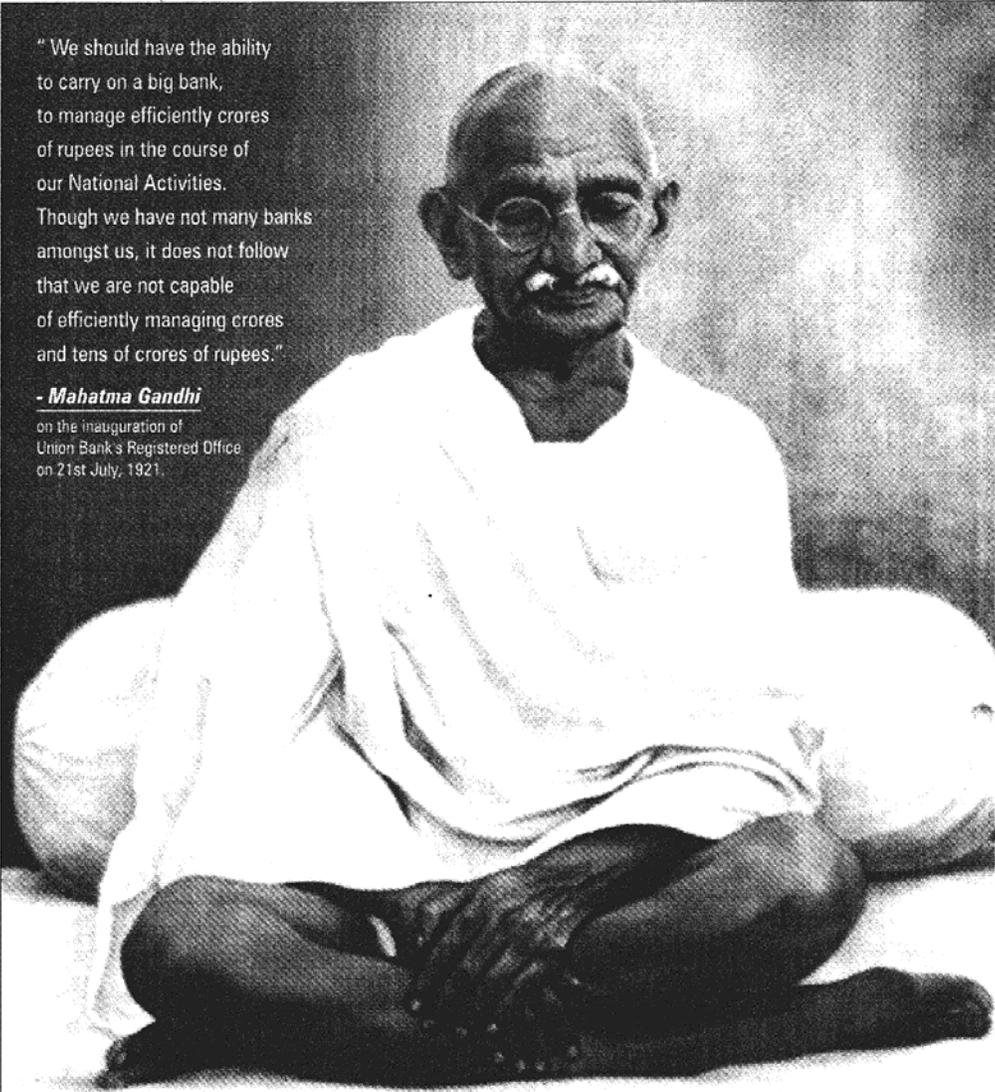
En bref, on ne saurait conclure qu'un État offre une meilleure qualité de vie et de travail du seul fait qu'il réussit à attirer des investissements depuis que l'économie se libéralise. De nombreux facteurs influent sur la capacité d'un État de créer un climat propice, y compris les relations de son premier ministre avec le gouvernement fédéral, le montant des affectations financières qu'il reçoit ainsi que l'intégrité de son administration pour ce qui est des habitudes de dépenses et des comportements.

Annexe 1 - Carte de l'Inde



Annexe 2

Publicité moderne vantant les enseignements du père de la nation



" We should have the ability to carry on a big bank, to manage efficiently crores of rupees in the course of our National Activities. Though we have not many banks amongst us, it does not follow that we are not capable of efficiently managing crores and tens of crores of rupees."

- Mahatma Gandhi
on the inauguration of Union Bank's Registered Office on 21st July, 1921.

The most valuable tribute we can pay to the Father of the Nation, is to remember his teachings.

Today, Union Bank of India celebrates this momentous occasion with the opening of its Rural Development and Self Employment Training Institute at Perumbayoor, Ernakulam (Kerala). This institute is dedicated to training the youth of rural and semi-urban India in generating greater self employment opportunities. The Bank is also in the process of opening another Institute at Varanasi. Its our way of living his beliefs of better service to the Nation and to our customers, through a greater understanding of their needs and offering a host of products that deliver financial flexibility, greater convenience and a better standard of living.

यूनियन बैंक ऑफ इंडिया
अच्छे लोग, अच्छा बैंक



Union Bank of India
Good people to bank with

Annexe 3

Résumé des conclusions de *L'état des États de India Today*

Grands États ⁹	Performance globale			Classement thématique			
	Rang	Points en 2004	Changement par rapport à 2003	Marché de consommation	Scénario d'investissement	Budget et prospérité	Infrastructure
Punjab	1	2,46	-0,06	1	1	1	1
Kerala	2	2,34	0,11	4	14	8	7
Himachal Pradesh	3	2,15	0,00	2	4	6	2
Tamil Nadu	4	2,07	0,13	8	7	5	8
Haryana	5	1,93	0,09	3	3	2	6
Maharashtra	6	1,86	0,17	5	6	4	3
Gujarat	7	1,79	-0,04	6	5	3	5
Karnataka	8	1,69	0,12	9	10	10	9
Uttaranchal	9	1,69	s/o	10	2	11	4
Jammu et Cachemire	10	1,61	0,15	7	9	7	10
Andhra Pradesh	11	1,46	0,14	12	12	9	11
Madhya Pradesh	12	1,17	0,39	14	8	13	13
Rajasthan	13	1,14	0,14	11	15	12	12
Bengale-Occidental	14	1,08	0,21	13	18	14	14
Assam	15	0,87	0,19	16	16	18	15
Chhattisgarh	16	0,83	s/o	17	13	16	16
Uttar Pradesh	17	0,80	0,23	15	17	15	17
Orissa	18	0,71	0,24	19	19	19	18
Jharkhand	19	0,62	s/o	18	11	17	19
Bihar	20	0,41	0,17	20	20	20	20

Petits États ¹⁰	Performance globale			Classement thématique			
	Rang	Points en 2004	Changement par rapport à 2003	Marché de consommation	Scénario d'investissement	Budget et prospérité	Infrastructure
Pondicherry	1	3,55		3	6	3	3
Delhi	2	3,40	-0,02	1	4	1	1
Mizoram	3	3,33		5	1	5	4
Goa	3	3,33	-0,52	2	3	2	2
Sikkim	5	3,10		6	2	4	5
Nagaland	6	1,68		4	7	8	9
Manipur	7	1,65		10	8	7	7
Tripura	8	1,47		9	9	9	8
Arunachal Pradesh	9	1,78		8	5	6	6
Meghalaya	10	1,18		7	10	10	10

⁹ Les grands États ont une superficie de plus de 35 000 km² et une population de plus de 5 millions d'habitants.

¹⁰ Les petits États ont une superficie inférieure à 35 000 km² et une population de moins de 5 millions d'habitants.

Annexe 3 (suite)

Résumé des conclusions de *L'état des États de India Today*

Explication des catégories thématiques :

- **Marché de consommation** – évalué en utilisant les indicateurs objectifs suivants : % de ménages possédant un téléviseur; ménages ruraux dépensant plus de 615 roupies par personne et par mois; ménages urbains dépensant plus de 1 120 roupies par personne et par mois; dépôts bancaires; population de deux-roues, etc.
- **Scénario d'investissement** – évalué en utilisant les indicateurs objectifs suivants : % du PIB des États consacré à l'administration; dépenses d'investissement; crédit bancaire par habitant; conflits du travail; formation brute de capital, etc.
- **Budget et prospérité** – évalués en utilisant les indicateurs objectifs suivants : % de population urbaine; % de population au-dessus du seuil de pauvreté; dépenses d'investissement par habitant; taux d'inflation; PIB des États par habitant; dette publique par habitant; etc.
- **Infrastructure** – évaluée en utilisant les indicateurs objectifs suivants : % de ménages ayant l'électricité et le GPL; % de villages raccordés à des routes *pucca*; longueur de route par habitant; succursales bancaires par habitant; densité des lignes téléphoniques, etc.

Les quatre autres thèmes examinés dans l'étude sont l'agriculture, l'ordre public, la santé et l'éducation.